

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Energie-et-industrie-le-cout-de-l-absence-de>

Réseau Sortir du nucléaire > Archives > Revue de presse > **Energie et industrie : le coût de l'absence de choix politique**

11 décembre 2016

Energie et industrie : le coût de l'absence de choix politique

Par Les Arvernes



Centrale nucléaire. Les pouvoirs publics n'ont pas fait le choix du réinvestissement dans

l'atome. Ni celui d'un vrai plan pour les énergies vertes (Crédits : REUTERS/Regis Duvignau)

- En refusant de se positionner clairement et de tracer un cap précis - politique de réaffirmation du nucléaire, ou grand plan d'énergies alternatives et d'efficacité énergétique - les décideurs politiques ont abouti à une situation ubuesque en matière d'énergie. S'agissant de l'industrie, l'économie française souffre de l'absence de lien entre un pilotage politique sectoriel et l'action des entreprises.
Par Les Arvernes

Deuxième semaine d'octobre 2016 à Istanbul, Congrès mondial de l'énergie ; un constat s'impose d'entrée : la France n'a pas - au contraire de l'Allemagne - envoyé de représentant politique officiel. Ce simple fait, dans un congrès réunissant cinq présidents, une quarantaine de ministres et les dirigeants des plus grandes entreprises mondiales, y compris françaises, illustre à quel point la politique de la France dans le domaine énergétique est en déshérence complète.

L'énergie qui est le socle de toute économie - les révolutions industrielles sont avant tout des révolutions énergétiques - est le parent pauvre de la politique française, sans ministère ni même secrétariat d'État dédié ; tout au plus une branche d'un ministère déjà très fourre-tout dans son intitulé (Environnement, Énergie et Mer). Comment dès lors tenter d'avoir une orientation, un cap, une stratégie en ce domaine, lorsqu'il n'y a pas de pilotage central ? Cette question, entêtante quand on se représente l'importance de la bonne santé économique de notre pays, toujours englué dans une croissance post-crise moribonde, se pose de la même manière dans le domaine plus vaste de l'industrie. Là encore, pas de ministère dédié, simplement un secrétariat d'État, plus ou moins important selon les priorités des différents gouvernements.

La France possède des leaders mondiaux de l'énergie

Certes la France de 2016 n'est plus celle de 1946 et les priorités économiques sont différentes. Mais comment renier l'importance tant de l'énergie que de l'industrie dans le socle économique de notre pays ? Nos fleurons sont souvent des entreprises industrielles et, même dans le secteur tertiaire, de services à l'industrie. La France peut aussi s'enorgueillir de posséder certains des leaders mondiaux de l'énergie, paradoxe dans un pays où la décision politique dans ce secteur est quasi-inexistante. Dans les domaines énergétique et industriel, les seules décisions prises s'apparentent au mieux à du saupoudrage, au pire à de l'illusionnisme.

Situation ubuesque

La transition énergétique annonçant magiquement le passage de 75 à 50% de nucléaire

dans le mix électrique est d'ores et déjà en retard sur ses objectifs. En refusant de se positionner clairement et de tracer un cap précis - coûteux dans tous les cas que ce soit vers une politique de réaffirmation du nucléaire en rénovant les centrales de fond en comble, ou vers la marginalisation de l'atome en lançant un grand plan d'énergies alternatives et d'efficacité énergétique - les décideurs politiques ont abouti à une situation ubuesque. Ainsi les centrales nucléaires continueront à être le socle de la production électrique, mais la majorité des fonds disponibles ira aux autres énergies.

Entre besoin urgent de rénovation des centrales et retards dans le déploiement des renouvelables - lesquels n'ont d'ailleurs pas été priorisés les uns par rapport aux autres - des inquiétudes planent sur les capacités électriques nationales. À ne pas vouloir fermer de porte, on finit par n'en ouvrir aucune. Dans le cas industriel, la Nouvelle France Industrielle (ex-34 Plans) aboutit au même résultat ; trop de saupoudrage pour faire plaisir à tous, pas de cap précis, ni de secteur désigné comme leader. Pendant ce temps, l'Industrie 4.0 allemande - dont la NFI s'inspire - se porte bien, elle. La marque de cette absence globale de politique industrielle de la France se lit dans les performances des pôles de compétitivités. Trop nombreux (71 !), mal calibrés aux besoins de l'économie française et mondiale ; une bonne part d'entre eux n'ont d'autre but que de faire briller les édiles locaux.

Où est la stratégie ?

Au-delà de ce constat simple de « qui trop embrasse, mal étreint », il appartient de se demander où se trouve la stratégie ? Les organismes publics de pilotage de tous ces projets semblent se défaire les uns sur les autres. BPI France, le financier, avoue ne pas faire de stratégie, mais simplement du financement. France Stratégie établit les constats par ses études et ses rapports, mais n'a pas d'impact réel sur la prise de décision. Tout semble montrer que dans la boucle de Boyd des décisions stratégiques - Observation, Orientation, Décision, Action - les deux dernières étapes sont oubliées ou, même, ignorées. À force de laisser les choix à d'autres, en les nommant parfois de manière incantatoire - Bruxelles, le Marché, etc. - la France ne doit pas s'étonner de se trouver dans une situation économique moribonde, avec un tissu de petites et moyennes entreprises dont le combat quotidien pour exister s'apparente à une tâche de titan.

Ceci étant dit, il ne faut pas néanmoins tomber dans l'excès inverse d'une soviétisation de l'économie qui brandirait à tout crin l'arme du protectionnisme ; la France n'est ainsi pas la Russie et répliquer un modèle très étatisé ou très libéral n'a au fond aucun sens. La France a, pendant de longues années été une économie à capitalisme d'État où le régalién régnaient tout. Cependant le monde a changé, la mondialisation est passée par là et l'économie française a muté pour s'adapter aux nouvelles réalités. Il ne sert ainsi à rien de rêver au retour d'un Commissariat général au Plan, dont les succès sont parfois très fantasmés par ses promoteurs, car celui-ci est l'instrument d'un autre âge. En revanche, le besoin d'un pilotage sectoriel clair et affirmé se fait toujours plus sentir.

Lien entre pilotage politique sectoriel et action des entreprises

Seul l'État central est en mesure de mettre en œuvre des politiques sectorielles de complémentarité économique, de promotion et de protection du tissu PME national, de compétitivité de l'outil industriel et énergétique. Le gouvernement est le seul à même de représenter les intérêts, non pas de tel ou tel, mais de la France dans son ensemble, au niveau des instances supranationales, qu'il s'agisse de l'Europe ou de l'OMC.

La stratégie économique n'est pas du ressort exclusif des entreprises, dont les buts et les motifs sont parfois divergents au sein du même pays. Le Marché, aux mains parfois très visibles, n'est ni omniscient ni tout puissant. Il n'est que la résultante de décisions à la fois économiques, mais aussi politiques de la part des grands acteurs mondiaux. Toutes les puissances, installées ou aspirantes, ont bien compris ce contexte particulier d'une mondialisation qui, loin d'avoir vu la fin des États, a consacré le triomphe de certains. L'émergence - ou la réémergence - de la Chine, de l'Inde, du Brésil, de la Russie, de la Turquie ou de la Corée du Sud, s'est faite avec un seul point commun entre ces pays : le lien entre le pilotage politique sectoriel et l'action des entreprises. Il est tant pour la France de se saisir à nouveau de cette réalité.

Les Arvernes sont un groupe de hauts fonctionnaires, de professeurs d'Université, d'essayistes et d'entrepreneurs